

Direction Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement et de l'Energie d'Île de France
Unité départementale des Yvelines

ARRETE DE MISE EN DEMEURE n°2017-43407

Société EXPRIM à ABLIS (78660) 18 rue de la Fontaine Chaude

**Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement à la société EXPRIM pour son établissement situé à Ablis (78660) 18 rue de la Fontaine Chaude et notamment l'arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007 ;

Vu les courriers adressés par la société EXPRIM dans le cadre de la modification de la nomenclature des installations classées ;

Vu le rapport de contrôle concernant la vérification inopinée de la conformité des rejets atmosphériques du site EXPRIM d'Ablis communiqué par la société SOCOTEC le 9 août 2017 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à la société EXPRIM par courrier en date 7 septembre 2017 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 18 septembre 2017 et notamment la transmission d'un rapport de contrôle du 31 août 2017 établi par l'APAVE portant sur les rejets atmosphériques ;

Considérant que les rejets atmosphériques des polluants émis par la société EXPRIM sont conformes selon le rapport transmis par l'exploitant ;

Considérant que l'évolution des quantités de solvants utilisés constitue une modification substantielle au sens de l'article R.181-45 du code de l'environnement et qu'un dossier de demande d'autorisation doit être déposé afin de régulariser la situation administrative de l'établissement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société EXPRIM de respecter les prescriptions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRÊTE

Article 1er - La société EXPRIM, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé 18 rue de la Fontaine Chaude à Ablis (78660), de respecter l'article R.181-45 du code de l'environnement, en transmettant, dans un délai de 6 mois, un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R.181-1 et suivants du code de l'environnement afin de régulariser la situation administrative de l'établissement.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société EXPRIM et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
- sous-préfet de Rambouillet,
- maire de la commune d'Ablis,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France.

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Versailles le, / 4 OCT. 2017

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation
Le chef de l'unité territoriale des Yvelines

Henri KALTEMBACHER